ALBERT DENIS

Conseiller municipal de Toul de 1892 à 1898 et de 1929 à 1931 Conseiller d'arrondissement en 1895 Maire de Toul de 1898 à 1914 et de 1925 à 1929 Conseiller Général du canton Toul-sud dès 1898 (trois mandats)

26 janvier 1905, Messieurs je vous rappelle que l'usage de la main gauche est proscrit, la reprise sera d'une minute et demie et le repos de deux minutes.

L'homme qui donne, ainsi, ses dernières instructions est le général Lammerville, témoin du général de Nonancourt. Il vient d'être désigné, par le sort, pour diriger le duel à l'épée qui oppose le général au maire de Toul, Albert Denis.

Les première et deuxième reprises se déroulent sans qu'un des duellistes soit touché; au troisième assaut, la lame de l'épée du général de Nonancourt pénètre dans la main droite d'Albert Denis sur une longueur de quatre à cinq centimètres. Les deux médecins présents, les docteurs Bouchon et Gerbaud, constatent que la blessure met le maire dans un état d'infériorité et arrêtent le combat. Les deux protagonistes refusent de se réconcilier et chacun se retire, conscient d'avoir accompli son devoir.

L'affaire remonte à quelques semaines lorsque le lieutenant Cazenave de la Roche comparaît, devant le conseil de guerre, pour avoir frappé d'un coup de poing le propriétaire de la Moselle, Emile François. Au procès, le général de Nonancourt témoigne en faveur du lieutenant et déclare : Je crois que le geste de M. de la Roche servira à ramener l'apaisement si indispensable, parce qu'il forcera au respect qui s'impose par la crainte, puisque, dit le proverbe, la crainte est le commencement de la sagesse. Je me rappelle avoir vu, à Paris, en 1871, sur les trottoirs des grands boulevards, après la Commune, la foule s'écarter respectueusement devant les officiers... Le lieutenant fut acquitté.

Ce témoignage déplut fortement au maire de Toul qui profita du 341 anniversaire de la destruction du pont de Fontenoy, en 1871, pour déclarer dans son discours : Les officiers, a dit ce noble qui porte l'uniforme de général français, doivent se faire craindre des citoyens... Ces théories abominables sont bien dignes du césarisme; ces moeurs sont celles des Allemands à l'égard des habitants de Fontenoy, mais elles n'auront jamais cours dans notre loyale armée. où le service de deux ans, personnel et obligatoire pour tous, va bientôt assurer le règne de la démocratie. Albert Denis accusa, aussi, le général de n'être bon qu'à tenir un cierge; la suite lui prouva, qu'à l'occasion il savait aussi tenir un sabre.

Le général de Nonancourt s'estima offensé et envoya ses témoins au maire de Toul. Après le duel, le général fut mis en disponibilité et le lieutenant de la Roche écopa de trente jours d'arrêts de rigueur.

Dans cette affaire, Albert Denis, implicitement, avait pris la défense du directeur de la Moselle, Emile François; surprenant, car les deux hommes se vouaient une haine implacable. Eux aussi, avaient choisi, en 1901, le duel pour laver leur honneur. Ce qui les avait conduits, non pas sur le pré, mais au bois de Toul, car les armes qui devaient régler leur différend étaient des pistolets. Fort heureusement pour la suite de cette biographie, Albert ne fut pas touché, pas plus que ne fut atteint Emile.

La carrière d'Albert Denis

Albert Denis, qui fut maire de Toul de 1898 à 1914, de 1925 à 1929, et député de 1911 à 1914, est, sans conteste, l'homme public qui marqua le plus la société touloise, au cours des trente premières années de ce siècle.

La famille d'Albert Denis était d'origine meusienne. Son grand-père, Sylvain-Prosper Denis, était né à Commercy, en 1799. Médecin et



chercheur, ses travaux sur le sang lui valurent d'être couronné par l'Académie des Sciences . La Ville de Commercy a élevé un monument à sa mémoire, et une rue de Toul porte son nom. En 1848, il a publié l'esquisse d'une topographie et d'une statistique agricole de l'arrondissement de Toul. Sylvain-Prosper Denis est mort à Toul, le 3 juillet 1863.

Son fils Paul Denis, père d'Albert, est né, lui aussi, à Commercy, en 1829. Avocat puis, successivement, juge de paix pour les cantons de Gerbéviller, de Charmes-sur-Moselle. Sarrebourg et de Toul-nord, il fut juge aux tribunaux de Sarrebourg et de Toul et, enfin, président du tribunal civil de Toul, de 1881 à 1900, Adjoint au maire de Toul, Donat Desloges, en 1860, Paul Denis a été, pendant trente ans, conseiller général de Gerbéviller.

Albert Denis est né, à Charmessur-Moselle, le 12 janvier 1866. Son père qui avait déjà séjourné à Toul quand il était juge de paix, revint s'y installer lorsqu'il fut nommé juge au tribunal, en 1874. Albert qui avait huit ans, fit toutes ses études au collège de Toul. Après sa licence de droit, il est reçu avocat en 1888. Mais, déjà, le

goût de la politique et des affaires publiques le détournent, peu à peu, de cette carrière. En 1892, il est élu conseiller municipal sur la liste conduite par Etienne Maginot, maire de Toul de 1881 à 1884 et de 1886 à 1894. Après l'élection à la députation du docteur Chapuis, Albert Denis se démarque de ses amis politiques et rejoint les républicains radicaux dont la tête de file est Chapuis. Cette volteface sera reprochée à Denis.

Albert Denis et La Moselle

Conscient qu'une carrière politique ne peut se faire sans le soutien d'un journal, Albert Denis collabore à La Moselle, dès sa parution en 1894, alors que ce journal se déclare en opposition avec ses amis. Il est vrai que le futur maire de Toul amorcait son virage politique. Pour cette raison, il ne signait pas ses articles, l'habitude étant prise, il garda l'anonymat. Ce n'est qu'en 1899, à la suite d'une polémique où Loup Bertroz, rédacteur de l'Echo Toulois refusait, à Emile François, la paternité de certains articles publiés dans La Moselle en les attribuant à Albert Denis, que ce dernier prit la décision de les signer de ses initiales. On trouve très peu d'articles signé AD., en revanche, nombreux sont les papiers qui portent la signature Démophile.

Sous ce pseudonyme, son auteur attaquait violemment ses adversaires; il est fort probable qu'Albert Denis, Gustave Chapuis et Emile François se cachaient sous ce nom de plume. Mais c'est sous son propre nom qu'Albert Denis publiera de nombreux articles historiques et c'est encore sous un pseudonyme spectator qu'il signera ses critiques théâtrales.

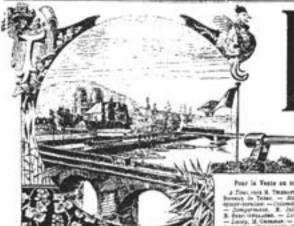
La collaboration d'Albert Denis avec la Moselle connut bien des vicissitudes. Ses relations avec le propriétaire, Emile François, étaient des plus orageuses, au point, comme nous l'avons vu, d'en arriver à un duel, même si François écrivait, en 1899, que le maire de Toul comptait parmi ses meilleurs amis.

A la même époque, Albert Denis publia une étude sur la dévastation de la cathédrale pendant la Révolution. Emile François critiqua l'opuscule. L'auteur goûta fort peu le papier et les sentiments que le directeur de La Moselle lui prêtait. Denis intenta un procès qu'il gagna. Les deux

8° Année. - N° 361.

CINO Centimes

Dinanche 3 Mai 1901.



ADDINISTRATION OF RESACTION TOUL - Rue d'Inglemur, 5 - TOUL Imprimerte E. FRANÇOES

Journal Républicain Démocratique DE L'ARRONDISSEMENT DE TOUL PARAISSANT LE DIMANCHE

LA MOSELLE, JOURNAL RÉPUBLICAIN DÉMOCRATIQUE. L' HEBDOMADAIRE FUT CRÉÉ EN 1894. IL DISPARUT EN 1915. hommes se réconcilièrent, un an plus tard, à l'occasion de l'inauguration du pont de Pierre-la-Treiche. En réalité, c'était plus un armistice qu'une véritable paix.

Albert Denis, maire de Toul

8 mai 1898, de Sahune de Lafavette, maire de Toul, depuis deux ans et ancien sous-préfet, n'obtient que 3 581 voix, contre 6 756, aux élections législatives. Mais, ce qui contraint le maire de Toul à démissionner, c'est le score médiocre qu'il réalise dans sa propre ville : 432 voix, contre 1 149 à Chapuis. Dès lors, Albert Denis sent que son heure est arrivée et que tous les espoirs lui sont permis. Un obstacle cependant, la démission de Sahune de Lafayette n'entraîne pas celle du conseil municipal. Heureusement pour Denis, Morlot, notaire de son état, refuse son élection de maire par ses collègues, car il souhaite obtenir la légitimité des Toulois. Il s'ensuit une crise municipale qui amène le Président de la République à dissoudre le conseil municipal de Toul.

Le 25 juillet 1898, une délégation municipale spéciale est nommée, sur proposition du Président du Conseil, Henri Brisson. La délégation se compose d'Albert Denis qui en assure la présidence, de François Badot, président du Comité Républicain Démocratique, et de Léon Denis, vice-président du même comité. En installant ces trois hommes à l'Hôtel de Ville, Henri Brisson leur accordait un sérieux avantage pour les élections municipales du 28 août.

Au premier tour, la liste Denis obtint 15 sièges sur 23, la liste conduite par Morlot, pas un seul siège. Ce dernier et ses colistiers se retirant entre les deux tours, il ne restait plus que les huit candidats présentés par Albert Denis. C'est donc un conseil municipal entièrement dévoué à Denis qui prenait place à la mairie de Toul. Lors de son discours d'intronisation, le nouveau maire de Toul déclare: Vous venez de me confier le grand honneur de présider à vos délibérations et à l'administration de notre vieille cité. Je ne m'en dissimule pas le poids énorme, que d'autres plus expérimentés que moi auraient mieux supporté... On peut se demander pourquoi, alors, il a accepté la charge de maire puisque d'autres étaient plus expérimentés!

Léon Denis et François furent élus adjoints mais ils déclinèrent cer honneur. Charles Masson et Emile Mosbach acceptèrent les postes de premier et second adjoint.

L'affaire

Dans les semaines qui suivirent son élection, Albert Denis va donner la pleine mesure de son talent, non pas de gestionnaire, il fera ses preuves par la suite, mais comme polémiste dans une affaire à la Clochemerle que nous avons déjà évoquée dans le numéro 46 des Endes Touloises.

Rappelons brièvement les faits. Le sous-préfet de Toul, Alexis Salmon, pour sanctionner, dit-on, les Toulois d'avoir porté Albert Denis à la tête de la mairie, prit un arrêté ordonnant la fermeture des débits de boissons à onze heures du soir. Le coup était rude, tant pour les assoiffés que pour les cafetiers et les vignerons. La Moselle, alias Denis, Chapuis et consorts, engagea, alors, une violente campagne contre le sous-préfet où, entre autre, on lui reprocha de rouler à bicyclette sans plaque. Le scandale fut énorme et le pauvre sous-préfet fut muté. L'affaire avait duré, tout de même, plus de six mois.

Heureux temps où le défaut de plaque, l'équivalent de notre vignette automobile, suffisait à faire tomber un fonctionnaire. À notre époque où nombres d'élus sont impliqués dans des affaires véreuses, il est rare que leur honneur prenne le dessus et qu'ils se démettent de leurs mandats! Il est vrai que la banalisation des affaires a conduit à cet état de fait. Mais quel exemple notre génération aura-t-elle donné à la jeunesse?

Albert Denis et l'affaire Dreyfus

Albert Denis, comme Chapuis, a cru en la culpabilité de Dreyfus et cela, bien après la révision du procès, en 1899. Il est vrai que Dreyfus fut condamné une deuxième fois, mais après le verdict qui reconnaissait le capitaine soit à moitié coupable soit à moitié innocent; nombreux parmi ceux qui voyaient un traître en Dreyfus, révisèrent leur jugement, pas Albert Denis. Aveuglé par son antisémitisme, et il faut le dire sa foi inébranlable en l'armée, il a refusé l'évidence même.

En décembre 1898, quatre mois après son élection comme maire, il supprime la subvention de 100 francs que la Ville accordait au Comité Toulois de la Ligue de l'Enseignement parce que ses membres réclamaient la révision du procès du capitaine Dreyfus. La décision de la municipalité survint alors que Zola, l'immonde Zola écrira La Moselle, avait déjà lancé son célèbre J'Accuse, alors que le commandant Henry, pressé par le ministre de la Guerre Cavaignac, avait reconnu avoir commis un faux en rédigeant un petit bleu qui, attribué à Dreyfus, établissait sa culpabilité.

Le commandant Henry s'est suicidé le 30 août 1898, au lendemain de son incarcération au Mont Valérien, alors que le lieutenant-colonel Picquart, ancien responsable des services de renseignements, dans une lettre au président du Conseil, affirmait que plusieurs pièces du dossier, et en particulier le petit bleu, étaient des faux.

Bien sûr, Zola fut condamné et Picquart arrêté. Certains esprits éclairés, parmi les anti-dreyfusards, furent troublés, pas Albert Denis qui,

4

enfermé dans sa certitude, voyait en Dreyfus le traître de l'île du Diable pour qui la juiverie, le syndicat de la trahison, écrivait La Moselle, s'était mobilisée.

En 1911, Albert Denis déclara que, dès qu'il eut la connaissance de la trahison du commandant Henry, il changea d'opinion et rejoignit les dreyfusards, ce qui n'est pas tout à fait exact, puisque, comme nous l'avons vu, bien après la révélation du commandant Henry, il supprima la subvention au Comité de la Ligue de l'Enseignement. Léon Denis, oncle d'Albert, se fâcha-t-il avec son neveu? Rien ne permet de l'affirmer; toujours est-il que Léon Denis, dreyfusard, fut congédié de La Moselle où il collaborait à titre gracieux.

Albert Denis et les décorations

La Moselle, demière heure : Saïd Mohamed, sultan d'Anjouan, est arrivé hier à Paris. Il a été reçu, à la gare, par le représentant du ministre des Colonies, accompagné, dit-on, de notre ami Sidi Ben Sined, l'illustre Toulois décoré récemment par le souverain exotique.

Il ne nous a pas été possible de vérifier la véracité de cette brève, parue dans la Moselle. Toujours est-il que l'illustre Toulois, Sidi Ben Sined, n'est autre que Sidi Ben Denis. L'auteur de l'article, Emile François, une fois de plus, brocarde le maire de Toul qui venait d'être récemment décoré de l'ordre de l'Etoile d'Anjouan, une des îles des Comores.

Le goût d'Albert Denis pour les décorations n'avait d'égal que l'intérêt qu'il portait aux honneurs. En 1909, il était chevalier de la Légion d'Honneur, officier de l'Instruction Publique, du Mérite Agricole, des ordres du Cambodge et de l'Etoile d'Anjouan, grand officier du Nicham-Iftikar de Tunisie, titulaire de la médaille d'or de l'Académie Stanislas



Albert Denis, maire de Toul photographié vers 1900. L'homme se veut sévère.

de Nancy et d'une médaille de vermeil de l'Institut Sténographique de France 1896. En outre, il revendiquait son appartenance à plusieurs sociétés savantes.

Le journal satirique Le Cri de Nancy, en introduction d'un portrait d'Albert Denis écrivait: Il y avait, jadis à Athènes, puis à Lutèce, Saint-Denis le Décollé... Toul, l'antique cité des Leukes, aux défenses de sanglier, possède, aujourd'hui, Denis le décoré.

Cette appétence pour les décorations fit les beaux jours des humoristes et des caricaturistes, mais, Denis le décoré, n'en n'avait cure et il affichait, avec une belle prestance, les objets de ses désirs.

Albert Denis et ses mandats

Albert Denis est l'homme politique toulois qui détient le plus grand nombre de victoires aux élections. Il a été élu six fois maire de Toul, en 1898, 1900, 1904, 1908, 1912 et, après une éclipse de onze ans, en 1925. En outre, il fit partie de l'assemblée municipale, comme conseiller, de 1892 à 1898 et de 1929 à 1931. Albert Denis a, également, été conseiller d'arrondissement du canton Toul-sud, de 1895 à 1898 et conseiller général du même canton, de 1898 à 1931; à partir de 1910, il assura la vice-présidence du conseil général.

Le Sénat

Ces mandats ne semblaient pas répondre pleinement aux ambitions du maire de Toul. L'accès à l'Assemblée Nationale lui étant fermé par son ami le docteur Gustave Chapuis, Denis se tourne vers le Sénat. En janvier 1906, il brigue un fauteuil de sénateur mais les grands électeurs lui préfèrent Marquis qui est élu avec 399 voix, contre 304 à Albert Denis. Cet échec relatif lui laisse espérer une victoire prochaine. L'occasion se présente, cinq mois plus tard, à la suite du décès de Marquis. Denis, sans aucune difficulté, obtient l'investiture de son parti mais il échoue, une nouvelle fois, devant le général Langlois qui l'emporte avec 543, contre 440 au maire de Toul.

Ou'importent ces deux échecs; désormais, il était le candidat incontournable pour les futures élections sénatoriales, tout du moins le croit-t-il. En 1911, le décès de Mangin, sénateur inamovible, lui laisse entrevoir, enfin, la possibilité de faire son entrée au Palais du Luxembourg, Malheureusement pour le maire de Toul qui ne compte pas que des amis au sein de son parti, ces derniers pensèrent qu'après ses deux derniers échecs il serait hasardeux qu'il se représente alors que Chapuis, lui, avait toutes les chances de l'emporter. Albert Denis dut se résigner et s'effacer devant le bon docteur; de toute façon, si Chapuis était élu, il devrait démissionner de son mandat de député et alors, faute du Sénat, ce serait l'Assemblée qui l'accueillerait. Encore fallait-il qu'il soitélu.Chapuis l'emporta avec 38 voix de plus que ses concurrents; il est, à ce jour, le seul sénateur toulois.

Albert Denis député

Sans attendre la démission du député et n'ayant pas encore reçu l'investiture de son parti, Albert Denis entre en campagne; il ne piaffe pas d'impatience, il rugit. En bousculant ainsi le calendrier, il espère assurer sa candidature et couper l'herbe sous les pieds à d'éventuels candidats issus de son parti. Des noms n'en circulent pas moins pour autant: Jacques Cordier, le fils de Julien, Christophe, de Ménil-la-Tour (on le dit fortuné), et Poulet, de Thiaucourt, conseiller d'Etat (il a été secrétaire général à la présidence de la République, sous Loubet).

Le 19 février 1911, les délégués de l'arrondissement du Comité républicain démocratique se réunissent au théâtre de Toul. Devant une salle comble, Gustave Chapuis, dans un discours fleuve, rend compte de son bilan comme député et souhaite que son successeur ne s'écarte pas de la route qu'il a tracée. Après cette intervention, le président Badot fait appel à candidature pour les élections législatives. Albert Denis se porte candidat et déclare que, bien qu'affilié à l'Alliance Républicaine, s'il est élu à l'Assemblée, il se fera inscrire au groupe de la gauche radicale présidée par Cruppi. Ce dernier, lorsqu'il était ministre du Commerce était venu à Toul, en 1909, pour l'inauguration du Service des Eaux, Ensuite, comme il était de tradition, Albert Denis présente les grandes lignes de son programme devant les délégués. Rien là de bien nouveau, le candidat reprend les engagements du comité, énoncés quinze ans plus tôt .

Elu, Albert Denis promet de voter les lois dites de protection de l'école laïque; en outre, il se déclare favorable à une armée républicaine où les officiers républicains devraient avoir autant de chances que les autres. Il souhaite aussi une amélioration de l'impôt sur le revenu et l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans. Le candidat, s'il reconnaît que la république est le gouvernement du peuple par le peuple, réaffirme son opposition au collectivisme et à toute alliance avec ceux qui s'en réclament..

L'assemblée des militants approuve ce programme et Denis, qui n'avait pas de concurrent, fut élu candidat officiel du Comité Républicain Démocratique.

La campagne

Albert Denis, qui doit faire face à trois autres candidats, se lance dans la campagne avec la rage de vaincre.

Louis Plassiart, Républicain Indépendant, défend, lui, les couleurs de la droite; ses adversaires le présentent comme étant un jeune clerc d'avocat parisien, un jeune sans notoriété, sans influence et ne possédant aucune connaissance des affaires publiques. En réalité, Plassiart est avocat et docteur en droit.

C'est la première fois qu'il se présente à une élection; on lui reproche de n'être pas du pays, oubliant que son grand-père avait été adjoint au maire de Toul, en 1870. Après les élections, La Moselle se souviendra qu'effectivement, le grand père de Plassiart avait bien été adjoint au maire de Toul, soulignant même qu'il s'était déshonoré en sollicitant, du commandant de la place de Toul, la capitulation de la ville et, qu'à la suite du refus de l'officier, il s'était terré dans sa cave. Ces dénonciations infâmes étaient monnaie courante, à cette époque.

Dans son programme, Plassiart affirme qu'il n'appartient à aucun groupement politique. Il se déclare pour une république libérale et tolérante et déclare qu'il est favorable à l'impôt sur le revenu, à la réduction du nombre de fonctionnaires, à la diminution des gros traitements, à la retraite pour les ouvriers et les paysans et, bien sûr, aux bouilleurs de cru. Il

prône la liberté du travail, la liberté d'enseignement, la liberté de conscience et les libertés communales constamment violées par les préfets. Il souhaite une France aux Français et appelle les électeurs à unir leurs efforts pour battre le régime du bloc radical et maçonnique.

Plassiart ne représente pas vraiment un danger pour Albert Denis; ce n'est pas une raison pour lui faciliter les choses. S'il en doutait, la réunion publique, qu'il tint à Toul, devait le ramener à la réalité.

À cette époque, tenir un meeting n'était pas une sinécure, surtout lorsqu'il se déroulait dans le fief de l'adversaire. Quand Plassiart vint à Toul présenter son programme, l'auditoire comptait 1200 à 1300 personnes, -le candidat en annoncera 1500 et La Moselle, 1000. Le commandant Driant, député de Nancy et gendre du célèbre général Boulanger, le comte Ferri de Ludres et l'inévitable docteur Gillet à qui incombait la charge d'organiser la claque, accompagnaient le candidat.

Le comte Ferri de Ludres prend, le premier, la parole. Se voulant rassurant il dit : Je n'abuserai pas de vos instants... En écho, la salle lui répond : Si tu es fatigué, va te coucher. Le ton est donné et l'orateur bafouillant ne peut aller jusqu'au terme de son allocution. Le commandant Driant intervient, à son tour, et déclare, ou du moins La Moselle lui fait dire: Toul est une ville arriérée et enténébrée. Dans la salle, c'est le délire; Stirnemann, un des trois autres candidats, monte sur la scène et, avec un certain culot, appelle à voter pour lui; à peine a-t-il terminé qu'un homme s'élance, lui aussi, à l'assaut de la scène. Il se nomme Antominin et annonce, fièrement, que dimanche il votera pour Albert Denis. Finalement, les amis de Plassiart mettent fin à la réunion et le public se retire aux cris de Vive Denis.

Dans les jours qui suivirent, le commandant Driant affirmera que Plassiart avait pu parler jusqu' au bout et que, lui-même, dans le fief de Chapuis, avait réussi à émettre quelques idées. Quant aux insultes proférées, soi-disant à l'encontre des Toulois, il avait simplement dit ceci : si je venais vous dire, comme le préfet de Meurthe-et-Moselle, que Toul est une ville enténébrée... Malheureusement, le public n'a retenu que les cinq derniers mots.

Un autre des trois candidats est Albert Lévy, maître de conférences à la faculté des lettres de Nancy, Il représente le parti socialiste unifié (SFIO), une épine pour Albert Denis. C'est la première fois qu'un candidat socialiste se présente à Toul. Si ses chances de l'emporter sont limitées, il n'en reste pas moins que sa candidature risque d'affaiblir le maire de Toul, Deux des propositions d'Albert Lévy sont en totale opposition avec le programme d'Albert Denis, le scrutin de liste qu'il promet et le retour à la collectivité de toutes les richesses accaparées par les puissants monopoleurs. Lévy propose, également, la participation des ouvriers à la gérance des entreprises industrielles et minières, une idée qui fera son chemin.

Le quatrième candidat n'est pas un inconnu pour les Toulois. Républicain indépendant, Stirnemann avait déjà affronté le docteur Chapuis, un an plus tôt, Il espérait, comme en 1910, être le seul candidat de droite; mais, compte tenu de son faible résultat, 29% contre 70 à Chapuis, les partis de droite et le clergé lui préférèrent Louis Plassiart.

Stirnemann, qui exerce la profession de jardinier, dispose de faibles moyens financiers; aussi, sa campagne électorale est très modeste d'autant qu'aucun journal ne lui apporte son soutien. En 1910, il avait obtenu 3910 voix; en 1911, il n'en retrouvera que 270. Le pauvre Albert Lévy, en se portant candidat, était loin de se douter que la maladie allait le clouer au lit pour toute la durée de la campagne. Au pied levé, ses amis entreprirent de porter, en son nom, la bonne parole dans les villages de l'arrondissement. Mais, faute de temps, de moyens et de combattants, cinquante communes ne purent être visitées et trente villages n'ont jamais reçu de bulletins de vote du candidat Lévy.

La circonscription comptait 120 communes, 120 villages qu'il fallait visiter, 120 harangues à entendre pour maires ou élus qui accueillaient le candidat de leur choix qui affirmait qu'il était le seul capable de représenter,



ALBERT DENIS VERS 1907. LES TRAITS DU VISAGE SE SONT ADOUCIS ET LE PLASTRON S'EST ENRICHI DE DÉCORATIONS.

dignement et efficacement, les électeurs à l'Assemblée et que leur bonheur en dépendait. 120 discours à prononcer.

Albert Denis, pour aller à la rencontre des électeurs dans les 120 villages du Toulois, se voit offrir le concours de Madame Gallois qui met son automobile à la disposition du candidat et propose même de piloter la voiture. Madame Gallois était l'épouse du transporteur, conseiller d'arrondissement.

Charles Masson, adjoint au maire de Toul et conseiller général, accompagne Albert Denis dans ses déplacements. Dans chaque commune, ils sont accueillis chaleureusement par le conseil municipal, maire en tête. A Chaudency, les premières phrases du discours sont quelque peu énigmatiques : Monsieur Denis, Monsieur Masson, soyez les bienvenus parmi nous; vous êtes ici chez des êtres inférieurs, c'est vrai, mais des amis tout de même : c'est l'alliance de la bourgeoisie intelligente et du prolétariat campagnard. A Bicqueley, le maire déclare : je crois inutile de souhaiter la bienvenue à MM Denis et Masson... Silence et stupeur dans la salle..., car à Bicqueley, ils sont chez eux. Ouf de soulagement et ovations de l'auditoire. M. Munier, maire de Bicqueley, remercie ensuite le conseiller général Albert Denis pour l'octroi de la subvention qui a permis la construction du nouveau cimetière. Parfois, le maire était, sinon prophétique, pour le moins hasardeux, comme M. Mangin, maire de Gondreville : Chers amis, j'ai l'honneur de vous présenter M. Albert Denis, maire de Toul, notre futur député.

Le candidat présentait ensuite son programme, souvent interrompu par un opposant. La réponse était cinglante, elle n'avait qu'un objectif tourner le détracteur en dérision et là. Albert Denis était redoutable. Après la présentation du programme par le candidat, le maire faisait adopter, par l'assemblée l'ordre du jour qui était quasiment identique pour tous les villages: Les 150 électeurs de Bulligny, réunis à la salle Ferry pour entendre M. Albert Denis, maire de Toul.... se déclarent entièrement satisfaits de ses explications et de son programme et s'engagent à faire triompher sa candidature le jour du scrutin pour l'élection des députés.





BULLETINS DE VOTE DE CANDIDATS AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE 1911.

Il n'était pas rare que la réunion soit précédée d'un repas. Ce fut le cas lors de la visite à Domgermain où quarante militants du comité républicain de la commune se retrouvèrent dans une salle du café National dans des agapes fraternelles. Quarante militants! Pour un village de l'importance de Domgermain, de quoi faire rêver tous les responsables locaux de partis politiques.

À l'encontre d'autres campagnes électorales, celle de 1911 fut relativement paisible, minimisant les attaques personnelles. Pour une fois, les candidats préférèrent pointer la différence de leurs opinions, même si le maire de Toul fut qualifié de ...un de ces petits seigneurs féodaux qui se croient tout permis dans leur fief, qui ont seuls le droit d'y faire pousser le poireau et même les palmes, allusion, bien sûr, aux décorations d'Albert Denis et à son entremise obligatoire pour en obtenir.

Les résultats

Ils sont, comme prévu, sans surprise. Albert Denis l'emporte, au premier tour, avec 7540 voix soit 56,5% des votants. Louis Plassiart obtient 33%, Lévy, toujours alité, 5%, quant à Stirnemann, il fait à peine 2%. La Moselle proclame haut et fort la victoire du maire de Toul, Louis Plassiart, au contraire, comparant les résultats de l'année passée, estime qu'Albert Denis vient de subir son premier échec. Lévy, lui, accuse la fatalité et la maladie qui l'ont empêché de mener à bien sa campagne. Quant à Stirnemann, financièrement il n'a plus les moyens d'adresser ses remerciements aux 270 voix qui se sont portées sur son nom.

Après le succès de Denis à l'Assemblée Nationale et deChapuis au Sénat, le comité républicain démocratique se devait de fêter cette double victoire. Ce fut chose faite avec le banquet qui réunit 350 convives dans la salle des conférences du collège de Toul. Le repas avait été préparé par M.Matton du café de la Comédie. Après le banquet, au cours duquel plusieurs personnalités prirent la parole, les 350 convives se rendirent au théâtre de Toul où fut servi un vin d'honneur à ceux qui n'avaient pu assister aux agapes. Quelques grincheux trouvèrent anormal d'offrir un repas aux deux élus alors qu'ils allaient palper les 15000 francs, probablement le montant des indemnités de député et de sénateur. Un prolo, c'est ainsi que ce lecteur de l'Echo Toulois se définit, et qui était présent au théâtre, constata que, parmi l'assemblée, il y avait beaucoup de décorés et d'enrubannés, à croire que tous les palmés de l'arrondissement s'étaient donné rendez-vous. Les journaux de droite dénoncèrent cette fête républicaine et trouvèrent que Chapuis accumulait les pataquès et qu'il n'avait jamais été aussi mauvais.

Avec la victoire des deux élus toulois, les électeurs de gauche étaient en droit d'espérer qu'un terme allait être mis aux dissensions qui, depuis des années, minaient le comité républicain démocratique toulois. C'était compter sans Emile François.

Un an après, à l'occasion des élections municipales, il engage les hostilités et prétend qu'il serait inconvenant, au nom du cumul des mandats, que le député-maire de Toul fasse acte de candidature. Il propose que Charles Fringant et lui-même conduisent la liste du comité. Albert Denis refuse et constitue sa propre liste avec son ami de toujours, Charles Masson. De leur côté, Charles Fringant et Emile François multiplient les contacts pour trouver un nombre suffisant de candidats. Gustave Chapuis réussit, non pas à les réconcilier, mais à les dissuader de constituer deux listes. Finalement, la raison l'emporte et Denis, Fringant et Chapuis, forment une liste. Charles Fringant devance nettement le député, mais c'est ce dernier qui est réélu maire de Toul, pour la quatrième fois. Quant à François, il a tout loisir pour méditer sur l'amitié en politique.

La rupture

Lors de son investiture, Albert Denis n'avait pas caché son appartenance à l'Alliance Républicaine, ce qui le démarquait de ses amis politiques toulois. Aussi, il avait pris soin de proclamer qu'en cas de victoire, il rallierait le groupe des radicaux. Ses partisans n'étaient pas inquiets, d'autant qu'ils comptaient exercer une tutelle sur le député. Vaste programme, mais combien illusoire. Qui aurait pu croire que Denis le tyran, le petit Max Régis Toulois, Albert le Jacobin, et même le petit roi soleil, - c'est ainsi que ses adversaires et même ses amis le surnommaient-, allait se laisser dicter sa conduite?

21 mars 1912, Louis Barthou, ancien progressiste, est appelé à former le Cabinet avec des radicaux et des modérés. Son programme comporte plusieurs réformes auxquelles les radicaux purs et durs ne peuvent adhérer; ce n'est pas le cas d'Albert Denis qui, contre l'avis de ses amis, soutient Barthou.

Ces réformes sont, en effet, bien loin des options du parti radical : réforme de la loi électorale introduisant une dose de proportionnelle, loi de trois ans pour le service militaire, abandon du projet de loi de défense laïque et rétablissement des relations entre la France et le Vatican.

2 décembre : le cabinet Barthou est renversé. Doumergue forme le nouveau gouvernement; deux Lorrains entrent au cabinet, Albert Lebrun et Maginot. Albert Denis, au grand dam de ses amis, refuse d'apporter son soutien à ce gouvernement. Dès lors, ceux-ci engagent une campagne de presse pour dénoncer les choix du député et parlent de trahison, de manquement à la parole donnée : Albert Denis, élu député, par les républicains a faillí à son mandat; il a foulé aux pieds le programme des républicains. M. Denis, avec une morgue sceptique, renie son passé, il se détourne des républicains les plus dévoués, les plus sincères, avec dédain il semble vouloir ignorer ceux-là même auxquels il doit ses succès électoraux. Albert Denis répond : Mes amis comprendront que je veuille garantir ma dignité et affirmer mon indépendance dans le vrai parti républicain où l'on n'entend régenter personne, où l'on respecte la liberté d'autrui. Je sais que j'ai une tare vis-à-vis de certains parmi les commissaires exécutants : c'est de n' avoir jamais consenti à m' affilier au comité radical..., ni à la francmaçonnerie, ce dont je me félicite tous les jours un peu plus. Si, pour être député, il faut être placé sous la tutelle inadmissible de quelques personnalités sans mandat..., je n'accepterai pas ce vasselage. Je ne puis admettre qu'un groupe de citoyens dont l'un, le secrétaire général Guillou, n'a même pas deux ans de séjour à Toul, ait la prétention de s'interposer entre l'élu et le corps électoral.

Nous verrons, dans le chapitre suivant, comment Albert Denis a été écarté par le comité républicain démocratique, qui lui préféra Charles Fringant comme candidat aux élections législatives de 1914. Albert Denis s'est, tout de même, présenté et il a été battu.

Désavoué dans sa propre ville, il présente sa démission de maire de Toul. Deux mois et demi plus tard, il s'engage pour la durée de la guerre, il était âgé de 49 ans. Capitaine d'infanterie territoriale, il ne fut démobilisé que le 31 mars 1919. Le dépit et l'amertume ont certainement compté dans sa décision de s'engager; mais il faut tout de même saluer le courage dont il fit preuve. Son fils Charles fut, lui aussi, mobilisé.

La guerre terminée, l'inactivité pèse à l'ancien député-maire de Toul et il songe à un retour aux affaires, d'autant que les élections cantonales de 1922 lui ont été favorables. Les élections municipales de 1925 lui offrent la possibilité du retour souhaité. À cette époque, Lucien Lafarge préside aux destinées de la Ville de Toul. Architecte de son état, en 1888, il était au service de la ville. Elu maire en 1898, Albert Denis le fit révoquer un an plus tard. En 1914, il fut élu premier adjoint, sur une liste d'union conduite par le docteur Chapuis . Elu maire en 1919, il se représente en 1925.

Trois listes s'opposent : une conduite par le maire sortant Lucien Lafarge (droite), une liste représentant les carlistes (gauche), avec, comme tête de liste, la paire Denis-Fringant, enfin réconciliée, et une liste du bloc des ouvriers paysans. La campagne électorale est violente. Le candidat Lafarge, propriétaire de l'hebdomadaire l'Avenir Toulois fait, d'Albert Denis, sa cible privilégiée.

Mais ce dernier n'est pas homme à se laisser faire et, dans l'Echo Toulois, il engage une campagne de dénonciation où il accuse le maire sortant et les conseillers municipaux d'avoir profité du prix du bois concédé à la Ville de Toul.

Les résultats, pour Lafarge, sont catastrophiques, 835 voix, alors que les premiers de ses colistiers et ceux de la liste Denis-Fringant alignent entre 1000 et 1100 voix. Lafarge décide de se retirer au lendemain du premier tour, portant ainsi le coup de grâce à ceux de sa liste qui n'avaient pas été élus au premier tour.

Albert Denis retrouve, enfin, son cher hôtel de ville. Cette victoire lui permet d'envisager l'avenir avec optimisme, encore qu'il pense plus à son fils qu'à lui-même.

Deux après l'élection d'Albert à la mairie, Charles, son fils, tente un galop d'essai aux cantonales; mais il est battu par un autre Charles, le docteur Douzain qui lui inflige une défaite cuisante : 68% des voix contre 32%. Auparavant, l'Echo Toulois dont Albert Denis était un des administrateurs, devenait, comme la Moselle dans le passé, l'organe du parti républicain démocratique et des intérêts généraux de l'arrondissement de Toul.

Albert Denis a été maire de Toul pendant 20 ans. Parmi ses réalisations citons :

 -l'organisation et le développement de la distribution des eaux, c'est-à-dire l'eau courante dans toutes les maisons.

-la restauration de la cathédrale.

 -la création du collège de jeunes filles.

 -la modernisation de l'hôpital et du collège de garçons.

 la construction de la caisse d'épargne et l'édification des écoles primaires dans les faubourgs.

Ce bilan peut paraître modeste, mais il faut le replacer dans le contexte de l'époque; ses moyens n'étaient pas ceux de nos jours.

L'historien

Albert Denis, dans la lignée des Benoît Picart, A.D. Thiéry, Commandant Daulnoy, Mme veuve François-Bataille, l'abbé Martin, compte parmi les grands historiens toulois.

À 22 ans, il publie une première étude *La sorcellerie à Toul*, brochure de 22 pages, suivie de

 -L'affaire Marc, Gauthier et <u>Malvoisin</u>, brochure de 36 pages, Toul, Lemaire, 1892;

 L'insurrection populaire touloise de 1848, brochure de 48 pages, Toul, François, 1894;

-Le club des Jacobins de Toul, 1793-1795, in 8° de 130 pages, Nancy, Berger-Levrault, 190;

 -La dévastation de la cathédrale de Toul pendant la révolution, brochure de 26 pages, Nancy, Berger-Levrault, 1901;

 -Le comité de surveillance révolutionnaire de Toul, in 8° de 160 pages, Toul, Lemaire, 1911;

-Les frères Gouvion, brochure de 20 pages, Toul, Lemaire, 1926. Il a aussi écrit de nombreux articles dans divers journaux et revues, et, notamment, des articles dans Le Pays Lorrain:

 L'inauguration du quartier Neuf à Toul en 1784.

 -Les municipalités touloises depuis les temps anciens jusqu'à nos jours,

 -Les hôtels de ville toulois depuis le XIII^{cm} siècle,

-Les Bossuet à Toul.

Les sceaux de la ville de Toul de l'an 1304 jusqu'à nos jours,

-Siège et hombardements de Toul en 1870. Journaux d'assiégés annotés.

En souvenir de sa mère, qui était originaire de Gerbéviller, il a aussi publié une monographie sur le marquisat de cette ville, mais les deux ouvrages les plus importants de son oeuvre sont:

-Toul pendant la Révolution (1788-1792), in 8° de 450 pages, Toul, Lemaire, 1892;

-Siège et bombardements de Toul en 1870 par l'armée allemande, in 8° de 320 pages, Toul, Lemaire, 1910.



INAUGURATION DES EAUX À TOUL, LE 28 JUIN 1928. ALBERT DENIS S'APPRÊTE À EMBOÎTER LE PAS AU MINISTRE DU COMMERCE, JEAN CRUPPI.

a



CARICATURE D'ALBERT DENIS PARUE DANS LE JOURNAL SATIRIQUE LE CRI DE NANCY, PEU DE TEMPS AVANT SON ÉLECTION À LA DÉPUTATION. LE DESSIN DE SON AMI JULES POITTE SYMBOLISE LA CARRIÈRE POLITIQUE DE DENIS, SON OEUVRE COMME HISTORIEN ET SON PENCHANT POUR LES HONNEURS. EN ARRIÈRE-PLAN, L'HÔTEL DE VILLE POUR RAPPELER QU'IL EN EST L'HÔTE DEPUIS 1898. UNE CHARRETTE PORTE LES LIVRES PUBLIÉS PAR LE MAIRE DE TOUL. ALBERT DENIS BRANDIT UN ÉTENDARD ET UN POIREAU POUR QU'ON N'OUBLIE PAS SES TITRES ET DÉCORATIONS. AU-DESSUS DE SA TÊTE, L'INSIGNE, TANT CONVOITÉ, DU SÉNAT. LA SORCIÈRE ASSISE SUR SON BALAI ÉVOQUE LA SORCELLERIE À TOUL, PREMIER LIVRE ÉCRIT PAR ALBERT DENIS; IL ÉTAIT ÂGÉ, SEULEMENT, DE 22 ANS. LA JEUNE FILLE ASSISE SUR LA FONTAINE RAPPELLE QUE LE MAIRE DE TOUL A CONTRIBUÉ À LA CRÉATION DU COLLÈGE DE JEUNES FILLES ET QUE C'EST LUI QUI EST À L'INITIATIVE DE L'EAU COURANTE À TOUL. NOUS N'AVONS PU IDENTIFIER LE PETIT PERSONNAGE QUI TIENT LA CORDE DU CHEVAL. SUR CE DESSIN, ALBERT DENIS TIENT, ENTRE SES LÈVRES, UN FUME-CIGARETTE; FUMEUR IMPÉNITENT, SES ADVERSAIRES CATHOLIQUES LUI REPROCHAIENT DE FUMER À L'INTÉRIEUR DES ÉGLISES.

En 1930, et cela doit être sa dernière publication, Albert Denis publie une petite brochure de huit pages consacrée à Benoît Picart, l'hommage d'un historien à un autre historien. En 1897, il avait déjà obtenu de ses collègues du conseil municipal que le nom de Benoît Picart soit donné à une que de Toul.

Albert Denis qui possédait un style clair, précis et accessible, se garda, dans ses ouvrages, de faire état de ses convictions. Anticlérical, violemment même dans ses discours ou ses articles politiques, il adopte, dans ses livres, une neutralité d'historien, ce qui lui fut quelque fois reproché par ses amis.

Le crépuscule

En 1929, au renouvellement des conseils municipaux, la liste Denis l'emporte: mais celui-ci ne se représente pas comme maire: il n'a pourtant que 63 ans. Malade, il a beaucoup vieilli, L'élection du nouveau maire est, pour Albert Denis, l'occasion de se souvenir du jour où il entra, pour la première fois, au conseil municipal. Il le fit avec une émotion contenue empreinte de beaucoup de nostalgie : Avant que de quitter ce fauteuil. permettez-moi, mes chers collègues, d'évoquer un souvenir personnel. Le 5 mai 1892, je siégeais, pour la première fois, dans cet Hôtel de Ville, mais au rez-de-chaussée, dans la salle actuellement affectée au musée, et j' y prenais part à l'élection du maire, M. Manginot, J'étais, alors, le plus jeune membre de l'assemblée communale. car je n' avais que 26 ans. 37 années se sont écoulées depuis, ce qui ne me rajeunit malheureusement pas. Et si M. Noisette n'était pas mon aîné de quelques années, je serais votre doyen d'âge et je présiderais à l'élection de mon successeur. Rares sont les hommes politiques capables d'assurer leur succession. Albert Denis était un de ceux-là. En raison de son état de santé. Albert Denis est contraint de s'éloigner du conseil municipal.

Le décès

Le numéro du 24 janvier 1931 de l'Echo Toulois annonce le décès d'Albert Denis, survenu, à Paris, le 20 janvier. Bien que l'état de santé de l'ancien maire ait été connu de tous, la nouvelle de sa mort jeta la consternation parmi la population. C'était toute une époque qui disparaissait avec Albert Denis.

Le corps de l'ancien maire fut ramené à Toul et son cercueil exposé dans le salon d'honneur de l'Hôtel de Ville. Pendant deux jours, les Toulois purent lui rendre un dernier hommage.

Les obsèques

Le samedi 24 janvier, une cérémonie civile se déroula à l'Hôtel de Ville, en présence de nombreuses personnalités civiles, politiques et militaires.

Le maire de Toul, Jacques Cordier, qui publiera, lui aussi, plusieurs ouvrages historiques, soulignera, dans son discours, le style d'écriture du défunt : S'il est exact que le style soit l'homme, celui d'Albert Denis est la simplicité même; nulle affectation, point d'arabesques. Des exposés sobres, complets, précis, appuyés de textes reproduits avec soin...

Le préfet Magre, qui lui avait remis la croix d'officier de la Légion d'honneur en 1926, retrace la carrière d'Albert Denis. Enfin Albert Lebrun, ancien ministre, sénateur et président du conseil général, parle, dans son intervention, de l'ami ...pas un mois presque ne s'est déroulé sans échange de lettres ou de propos, sans qu'on ait partagé les mêmes ennuis et les mêmes joies... Albert Lebrun est loin de se douter que, dans quelques mois, le 10 mai, il sera élu président de la République.

Après les discours d'usage, le convoi prend la direction du cimetière. Il n'v aura pas de cérémonie religieuse. Dans la vie comme dans la mort. Albert Denis était en phase avec ses convictions. Profondément anticlérical, il se flattait d'avoir un prêtre défroqué parmi ses ancêtres. Le journal La Croix écrira : Nous nous inclinons devant sa tombe et recommandons le défunt aux prières de nos lecteurs. L'Avenir Toulois qui s'était contenté d'annoncer sa mort sans y apporter de commentaire, publia la lettre d'un lecteur qui reprochait la prise de position de La Croix. Le rédacteur de l'Avenir Toulois publia cette remarque non dénuée d'une certaine mesquinetie: Dans son émoi, notre correspondant oublie que pardonner est une vertu essentiellement chrétienne. Décidément, Lafarge avait la rancune tenace.

Le convoi funéraire s'ébranle, la compagnie des Sapeurs Pompiers ouvre la marche, suivie des délégations des sociétés patriotiques locales, des élèves du collège de Toul et de la Société de Gymnastique la Touloise, d'une délégation de la Société de Secours Mutuel et des orphelins de l'hospice de Toul.

La Lyre Touloise joue une marche funèbre. Le deuil est conduit par Madame Denis, MM. Charles Denis et René Denis, fils et frère du défunt, Madame Charles Denis et M. Michelet, frère de la veuve.

Le convoi traverse la ville; une foule nombreuse se presse sur le parcours; lorsque le char funèbre passe, les hommes se découvrent et les femmes se signent; les plus âgés ont le sentiment que c'est aussi leur jeunesse que l'on conduit au tombeau.

Une des rues du quartier Saint-Evre porte le nom de l'ancien maire de Toul. Sans cette reconnaissance, qui se souviendrait encore du nom d'Albert Denis? Les passionnés d'histoire locale.

